



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Etats-Unis

L'inflation stagne au-dessus de 3%

La hausse des prix outre-Atlantique a ralenti en janvier après 3,4% en décembre selon l'indice CPI, mais cale toujours au-dessus du seuil de 3% qui avait été franchi en novembre. ... • (Page 08)

France

Le taux de chômage reste stable, à 7,5%

L'Insee a dévoilé les chiffres du chômage au sens du Bureau international du Travail (BIT) ce mardi. L'institut ... • (Page 08)

Production de la cire d'abeille au Togo

• (Page 03)

A la découverte de Koster Keunen



Industrie Financière Africaine

• (Page 04)

Deloitte et AFIS dévoilent la 3ème édition de leur baromètre



Programme ASToN

Un réseau de villes africaines

Depuis 2019, le programme ASToN vise à développer cette conception et à appliquer ces principes sur le terrain, en particulier dans des villes ... • (Page 02)

Développement

Des ONG réitèrent leur engagement au Togo

Au Togo, le Réseau des organisations non gouvernementales et internationales (RONGITO) a réaffirmé son engagement à soutenir ... • (Pages 04)

Infrastructure verte

La BAD approuve 10 millions USD pour le fonds AGIA-PD

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé, le 24 janvier 2024 ... • (Page 06)

Commune de BE-EST

Le parti UNIR organise le gala de football « La Paix gage de Développement »

Dans le cadre de la préparation des prochaines échéances électorales, le Gala de football dénommé "La Paix gage de Développement" ... • (Page 11)

PROFITEZ À FOND

LA FIBRE CANALBOX
LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER
DANS TOUTE LA MAISON

CANALBOX
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel: 20 Fcfa.

Programme ASToN

Un réseau de villes africaines

Depuis 2019, le programme ASToN vise à développer cette conception et à appliquer ces principes sur le terrain, en particulier dans des villes africaines souvent confrontées à l'urgence et à l'insuffisance de leurs infrastructures.

● Junior Aredola

Selon l'Union internationale des télécommunications et les Nations unies, une « ville intelligente » (smart city) est une « ville innovante qui allie [...] les technologies de l'information et de la communication (TIC) à d'autres moyens pour améliorer la qualité de vie, l'efficacité de son fonctionnement et de ses services, et sa compétitivité, tout en garantissant [...] les dimensions économiques, sociales, environnementales et culturelles ». Les villes africaines comptent parmi les plus jeunes au monde, et les plus dynamiques en termes démographiques. Comme partout ailleurs, cet accroissement démographique exerce une pression importante sur les infrastructures, ainsi que sur les logements et les emplois disponibles, sans parler de l'impact sur les services publics ou le développement du marché informel. Et en même temps, il y a là une opportunité de faire les choses différemment, de s'appuyer sur les capacités d'innovation et la créativité de l'Afrique en faisant le lien avec des offres technologiques potentielles, et en mettant en commun les idées pour trouver des solutions et des moyens d'aller de l'avant. C'est la démarche adoptée entre 2019 et 2022 par le programme African Smart Towns Network (ASToN).

Libérer les ressources pour accélérer le développement numérique

La transformation numé-



rique était, dès l'origine, au cœur du programme ASToN mais, à son lancement, il est très vite apparu comme une évidence que certains défis étaient transversaux et communs à différentes villes, à des degrés divers. Par exemple, le renforcement des capacités numériques au sein d'une administration municipale est un exercice de longue haleine, en particulier lorsque la ressource humaine est limitée. Au-delà de l'investissement initial majeur que nécessitent la plupart des projets numériques, les villes se retrouvaient confrontées au choix de « faire ou faire faire ». En outre, l'introduction de la technologie et du numérique dans la gestion d'une ville se heurte souvent aux méthodes de travail traditionnelles, notamment lorsque les tâches sont encore effectuées à la main, entraînant, pour certains personnels municipaux, un risque de perte d'emploi. Dans le réseau ASToN, la maturité numérique des institutions et de leurs territoires d'implantation était variable. Certaines villes, comme Niamey (au Niger) ou Bizerte (en Tunisie) lançaient leurs tout premiers projets numériques, tandis que d'autres,

comme Kigali ou Kampala, avaient déjà mis en place des stratégies et des démarches de smart city. Malgré cette diversité de situations, il est rapidement apparu que le travail entre homologues, à la fois localement et au niveau international, pouvait donner aux villes l'élan nécessaire pour lancer le processus et trouver les ressources et les compétences requises pour se mettre au travail. La phase d'expérimentation du projet de Kampala a été conçue pour permettre aux autorités locales d'acquérir des manières de travailler non linéaires et de pouvoir tester ex ante certains volets de leur plan d'action local. Ainsi, les équipes municipales ont d'abord émis des hypothèses autour du projet, qu'elles ont ensuite cherché à valider ou invalider par l'expérimentation, afin de pouvoir intégrer ces enseignements dans leurs plans d'action. L'approche d'ASToN consistait à permettre aux collectivités d'accepter l'incertitude, et de concevoir leurs projets en partant d'une expérience concrète, facultative, puis de les adapter et de les faire évoluer en fonction des enseignements obtenus (sur les solutions, les utilisateurs et les autres parties prenantes).

AUX DECIDEURS ...

Hausse de la dette publique et dilemmes politiques

Les pays africains sont aux prises avec un endettement élevé, des exigences de dépenses accrues et des monnaies qui s'effondrent : les solutions politiques qui pourraient aider

Les pays africains très endettés sont confrontés à des arbitrages difficiles entre le service d'une dette coûteuse, la satisfaction de besoins de développement élevés et croissants et la stabilisation des monnaies nationales.

La dette publique a augmenté dans au moins 40 pays africains au cours de la dernière décennie. En conséquence, certains font face à une mauvaise combinaison entre un endettement élevé, des besoins de dépenses de développement élevés dans un contexte de déficits budgétaires et des pressions défavorables sur les taux de change.

Ces problèmes sont devenus plus pressants depuis 2022, lorsque l'inflation persistante et élevée a incité les principales banques centrales du monde entier à se lancer dans la campagne de resserrement monétaire la plus agressive depuis des décennies. La politique monétaire se resserre lorsque les banques centrales augmentent les taux d'intérêt.

Jonathan Munémo, Professeur d'économie, Université de Salisbury, façonné par des années de recherche sur les défis de développement de l'Afrique, place de nombreux pays devant une série de dilemmes difficiles à résoudre. S'attaquer à l'un de ces problèmes met en péril les autres. La baisse des recettes publiques a également intensifié les risques liés à la dette.

Un certain nombre de mesures peuvent être prises pour atténuer les compromis que les pays doivent faire.

Les gouvernements devraient donner la priorité aux mesures de dépenses publiques qui stimulent la croissance.

Il s'agit notamment de dépenses cruciales dans l'éducation, la santé, les infrastructures et d'autres investissements de haute qualité favorisant la croissance. À mesure que la croissance économique s'accélère, elle générera probablement davantage de recettes publiques pour rembourser la dette.

Cela signifie également consacrer davantage de dépenses aux réformes de première génération. Il s'agit de réformes structurelles qui atténuent les principales contraintes de croissance. Par exemple, les réformes de longue date en matière de gouvernance restent essentielles dans les pays africains qui sont généralement à la traîne des pays d'autres régions sur diverses mesures de qualité de la gouvernance telles que l'État de droit, le contrôle de la corruption et la responsabilité du gouvernement.

Deuxièmement, les pays doivent résoudre leurs problèmes de collecte des recettes. Alors que la croissance conduit à une économie plus grande qui génère des revenus supplémentaires, les faibles niveaux de collecte des recettes intérieures limitent la capacité des gouvernements à rembourser la dette et à financer les secteurs sociaux et de croissance vitaux.

Enfin, les gouvernements doivent restructurer leurs portefeuilles de dette. Lorsqu'une crise de la dette ne peut être évitée, la restructuration de la dette peut réduire le montant dû aux créanciers en révisant le montant et le calendrier des futurs paiements du principal et des intérêts. Le Tchad a conclu un accord pour restructurer sa dette extérieure dans le cadre du Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette en 2022. Il s'agit d'une initiative destinée à soutenir les pays en développement à faible revenu et dont la dette est insoutenable. Depuis lors, le Ghana et la Zambie ont également lancé des négociations sur la restructuration de leur dette dans le cadre du Cadre commun du G20.

D'autres pays très endettés qui ont du mal à honorer leurs dettes pourraient être amenés à faire de même, dans un contexte d'inquiétudes croissantes quant à la lenteur des progrès du Cadre commun.

Midas Tigossou

Image du jour

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Production de la cire d'abeille au Togo

A la découverte de Koster Keunen West Africa

Visite du ministre de la promotion de l'investissement Manuella Santos et de l'ambassadeur des USA au Togo Elizabeth Fitzsimmons au siège de la société Koster Keunen West Africa, à Lomé le vendredi 09 février 2024. Occasion pour les deux personnalités d'échanger avec les responsables du groupe et de découvrir les équipements de pointes utilisés.

• Joël Yanclou

À partir du Togo, la société Koster Keunen collecte la cire d'abeilles dans 8 pays d'Afrique de l'Ouest qu'il transforme et exporte aux Etats-Unis et en Europe. La Koster Keunen fournit aux apiculteurs des ruches modernes et des formations pour améliorer leurs techniques de production. Ses activités ont permis d'augmenter la production de la cire d'abeille de manière significative, tout en améliorant les revenus des apiculteurs. Au cours de leur visite, Manuella Santos et Elizabeth Fitzsimmons ont constaté le progrès de la société basée au Togo, un leader international du marché de la cire biologique de première qualité qui approvisionne les grandes marques internatio-

nales, notamment L'Oréal et Estée Lauder. Avec une croissance de 66 % de la production en 4 ans, l'environnement des affaires de qualité de notre pays, associé à l'avantage compétitif de hub logistique, font du Togo une destination d'investissement pour des emplois durables. Depuis 1852, Koster Keunen Holland et Koster Keunen U.S.A. se sont spécialisés dans la transformation, la formulation et la commercialisation de cires de qualité auprès des industries cosmétique, pharmaceutique, des bougies et alimentaires. À partir de la cire d'abeille, fondement de l'entreprise et l'un des principaux produits, Koster Keunen a développé une variété de nouveaux produits pour répondre aux exigences nouvelles et en constante évolution.



La force de Koster Keunen réside dans sa connaissance approfondie des cires et son expérience scientifique dans le développement de nouveaux produits. Travailler en étroite collaboration avec les services R&D de ses clients ainsi qu'avec les formu-

teurs, permet de créer des formules uniques à forte valeur ajoutée dans les propriétés du produit final. Koster Keunen continue à faire de l'innovation sa tradition, en utilisant expertise et perspective unique pour des produits meilleurs et appropriés à la clien-

Talent & technologie

Le talent et la technologie, le mélange de l'homme et de la machine en parfaite harmonie, permet à Koster Keunen de

devenir le premier raffineur et transformateur de cires au monde. Koster Keunen emploie les meilleurs chimistes. Dans le domaine des cires naturelles, des dérivés de la cire d'abeille ont été créés, tels que le BW Ester BW67, la Cera Bellina ainsi que la cire d'abeille silicone et la cire d'abeille PEG-8. Les cires synthétiques de spécialité sont les cires Kester (Koster ester) telles que K80H, K82P et K30G, inspirées de la connaissance unique de la composition de la cire d'abeille. Les cires végétales comprennent la cire de carnauba, la cire de candelilla et plusieurs composites. La cire d'orange, la cire de tournesol et les cires de fleurs ont été ajoutées au portefeuille de cires naturelles.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	2,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	591,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dont compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Industrie Financière Africaine

Deloitte et AFIS dévoilent la 3ème édition de leur baromètre

« Vers la construction d'une industrie financière africaine de classe mondiale » est le thème de la troisième édition du Baromètre de l'industrie financière africaine réalisé conjointement par l'Africa Financial Industry Summit-AFIS et Deloitte et dévoilé ce 13 février 2024 à Paris.

● Joël Yanco

Fondé sur une enquête approfondie, menée au deuxième semestre 2023, à travers une trentaine de questions adressées aux dirigeants d'institutions financières, le baromètre propose une analyse de l'évolution du secteur et dessine la construction d'une industrie financière africaine de classe mondiale.

Optimisme sur les perspectives macro-économiques à court terme

Malgré l'accroissement des incertitudes macroéconomiques et des tensions sur les marchés financiers et dans le secteur bancaire international, 95% des leaders de l'industrie financière sont optimistes quant aux perspectives économiques à trois ans. En réponse à l'inflation persistante, au potentiel resserrement de la politique de taux et au durcissement de la réglementation, ils continuent de porter une attention particulière à leur gestion Actif-Passif (ALM), à la gestion des risques (cybercriminalité et sécuritaire notamment) et du capital. Ceci notamment grâce à la mise en œuvre de mesures spécifiques et pragmatiques (approche de distribution plus sélective, création de fonds de garantie et amélioration de la génération interne de capital), au détriment dans certains cas du financement de l'économie réelle.

Une maturité numérique renforcée

En progression de 10 points par rapport au dernier baromètre, la maturité digitale de nos leaders devrait s'accroître, sous l'impulsion de l'open banking/insuring qui demeurent les catalyseurs clés de la transformation numérique. Les leaders investissent prioritairement dans les technologies de l'information innovantes notamment dans les services



managés avec notamment plus d'un dirigeant sur trois déclarant avoir lancé ou être prêts à lancer la migration vers le Cloud. L'industrie observe par ailleurs avec vigilance et prudence l'évolution des usages de l'intelligence artificielle avec seulement 8% des dirigeants évoquant l'intégration effective de cette technologie dans leurs processus.

Des défis à relever dans les marchés de capitaux

Si les indicateurs de performances financiers restent solides malgré la baisse de la rentabilité dans plusieurs secteurs, l'accès aux instruments de gestion du capital reste limité. En outre, les problématiques de liquidité et de refinancement via les marchés de capitaux subsistent du fait de niveaux d'accès et de profondeur des marchés jugés insuffisants par 70% des leaders (contre 56% dans le précédent baromètre), et ce, en dépit d'une augmentation du volume des transactions. Cette problématique est particulièrement notable dans les opérations sur devises et les levées de fonds, en raison de réglementations strictes.

Finance verte et neutralité carbone : une marge de progression évidente

Malgré les besoins annuels de 250 milliards de dollars de l'Afrique en matière de financement climatique, les investissements dans la finance verte restent limités, avec seulement 10 % des répondants engagés dans l'émission

d'obligations vertes. Le secteur devra par ailleurs résolument s'engager dans la transition énergétique et notamment donner la priorité aux instruments standards de finance verte. Elle devra également explorer des chemins réalistes qui la mèneront vers l'objectif zéro carbone étant donné que seulement 22 % des institutions financières affiche une trajectoire nette zéro claire. La perception de l'attractivité de l'industrie financière africaine a quant à elle été fortement impactée par les perturbations politiques de la région (48% seulement des répondants la jugent plus attractive, contre 61% lors du dernier baromètre) auxquelles s'ajoute l'accélération du départ des grands acteurs internationaux ces cinq dernières années, tels que Standard Chartered, BNP Paribas ou Société Générale. Néanmoins, leur retrait a profité à certaines banques locales qui ont non seulement renforcé leur taille et leur présence géographique mais surtout innové dans leurs modèles d'affaires afin de devenir de véritables champions continentaux compétitifs à l'échelle internationale.

Capitaliser sur les opportunités panafricaines

Convaincus à 72% que l'initiative panafricaine PAPSS est un accélérateur majeur de l'intégration régionale, il est essentiel que nos leaders intensifient leurs efforts pour concrétiser rapidement les initiatives AELP et la Zlecaf dont les impacts à court terme sont encore

trop faibles. L'instauration d'un cadre prudentiel panafricain harmonisé en matière de solvabilité et de liquidité est d'ailleurs plébiscité par 90% des répondants.

Paysage financier africain : entre attractivité en déclin et opportunités croissantes pour les champions locaux

« La troisième édition du Baromètre de l'Industrie Financière Africaine met en lumière

les progrès significatifs et les défis persistants de l'industrie financière africaine. Alors que le secteur continue de naviguer dans un environnement mondial complexe, cette étude souligne l'importance de l'innovation, de la transformation numérique et de l'intégration régionale pour façonner un avenir financier africain résilient et prospère. L'engagement envers la finance verte et la neutralité carbone, bien que naissant, est un pas positif vers un développement durable » a déclaré Rama-

toulaye Goudiaby, directrice d'AFIS. « En capitalisant sur les opportunités panafricaines et en surmontant les obstacles structurels, l'industrie financière africaine est bien positionnée pour jouer un rôle de premier plan dans l'économie mondiale. Deloitte et l'AFIS restent dédiés à fournir des insights clés et à soutenir le développement de ce secteur vital pour l'avenir de l'Afrique » a ajouté Aristide Ouattara, Associé Leader Industrie Financière de Deloitte Afrique Francophone.

Développement

Des ONG réitèrent leur engagement au Togo

Au Togo, le Réseau des organisations non gouvernementales et internationales (RONGITO) a réaffirmé son engagement à soutenir le gouvernement dans sa politique de développement à travers plusieurs projets sociaux.

C'était à la faveur d'une audience accordée par le Premier ministre, Victoire Tomegah-Dogbé à une délégation du réseau conduite par la présidente Awa Faly Ba, en fin de semaine écoulée. « Au cours de cette entrevue, nous avons renouvelé notre engagement à œuvrer aux côtés du gouvernement togolais, en accord avec nos objectifs, pour l'intérêt supérieur des populations », a indiqué la responsable du RONGITO. Les échanges ont également porté sur les priorités de la feuille de route gouvernemen-

tale et les questions d'actualités relatives au Togo. Créé en 2018, le RONGITO est une plateforme œuvrant dans le développement durable inclusif sur des aspects divers de protection des personnes

vulnérables. Chaque année, ce sont plus de 34 milliards FCFA qui sont investis par les 25 organisations que compte le réseau au profit des populations.

(Togo Officiel)



Coopération

L'Espagne explore des pistes de renforcement avec le Togo

La coopération entre le Togo et l'Espagne devrait s'approfondir dans plusieurs domaines. En fin de semaine écoulée à la primature, l'ambassadeur d'Espagne au Togo, Javier Gutiérrez, a fait part au Premier ministre des ambitions de son pays dans ce sens.

Nous sommes en train de préparer notre nouvelle stratégie de coopération, à travers les opportunités dans les domaines de l'agriculture, du social et dans d'autres secteurs clés, pour le développement du pays », a assuré le diplomate. Les discussions ont en outre porté sur les priorités du gouvernement dans le domaine social et économique. D'ores et déjà, il est envisagé



l'organisation de fora avec les entreprises espagnoles, pour faire connaître les opportunités d'investissement au Togo. « Le Togo

est un pays attractif pour les entreprises espagnoles. Je crois qu'on doit travailler ensemble pour favoriser les échanges commerciaux entre les deux pays », a conclu l'officiel. Pour rappel, le Togo et l'Espagne entretiennent des relations dans plusieurs domaines notamment la paix, la sécurité, la croissance économique et l'inclusion sociale.

(Togo Officiel)

Le Togo en chiffres					
Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimé					
Principaux pays partenaires du Togo					
Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020		
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3		
Mali	13,0	France	8,6		
Bénin	10,0	Inde	7,5		
Niger	8,5	Ghana	5,6		
Ghana	8,1	Japon	4,3		
Inde	7,5	Nigeria	3,6		
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5		
Indicateurs du commerce extérieur					
Commerce extérieur (en % du PIB)	2016	2017	2018	2019	2020
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (fréquence annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (fréquence annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur					
Importations de biens (millions USD)	2 382	1 874	2 116	2 091	2 166
Exportations de biens (millions USD)	1 290	1 016	1 080	1 055	1 008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451
Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles					
Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserve de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI



MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS
PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ
DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

CABINET

Programme de Promotion Intégrée de la Formation
Professionnelle et de l'Emploi (PIFPE)
BMZ-ID 2021 67 682 | KfW 47979

Avis d'Appel International à Manifestation d'Intérêt pour passation de marché de travaux

Pays : Togo

Agence d'exécution : Ministère délégué chargé de l'Enseignement Technique (MET)
c/o Immeuble des trois ministères, Av. de la nouvelle Présidence
MEPST, 2e étage porte PIFPE
Lomé TOGO

Projet : Programme de la Promotion Intégrée de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (PIFPE) – Composante 1 Promotion d'un Centre d'Excellence de Formation Technique et Professionnelle à la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (CEFTP-PIA)
BMZ 2021 67 682

Objet du contrat : Marché de travaux pour la Construction du Centre d'Excellence de Formation Technique et Professionnelle à la PIA (CEFTP-PIA)

N° de référence : KfW N°510781

N° AOI : MEPST/MET-PIFPE-01

Soumission de la candidature : au plus tard le **Lundi 11 mars 2024 à 15h00 (GMT)**, en langue française, à l'adresse de l'Agence d'exécution (en un original et trois copies + une copie sur clé USB).

Adresse de l'Agence d'exécution :

Ministère délégué chargé de l'Enseignement Technique (MET)
c/o Immeuble des trois ministères, Av. de la nouvelle Présidence
MEPST, 2e étage porte PIFPE
Lomé TOGO

Financement : Coopération Allemande à travers la KfW – Banque de Développement

Mesures du projet :

Construction d'un nouveau bâtiment RDC/R+1 (environ 6.000 m² de surface utile) sur une parcelle d'environ 10.500 m² pour le Centre d'Excellence de Formation Technique et Professionnelle à la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (CEFTP-PIA) conçu dans une **approche environnementale, économique et sociale (architecture bioclimatique).**

Le programme spatial comprend :

- Un atelier agroalimentaire
- Un atelier textile
- Un atelier Maintenance Industrielle
- Un atelier (hall) logistique Techniques
- Un espace d'accueil
- Une loge gardien
- Une salle de 1er Secours
- Des salles de classe
- Bureaux pour l'Administration
- Un Réfectoire / Salle Polyvalente
- Une bibliothèque / médiathèque
- Une crèche
- Des sanitaires /vestiaires/douches
- Espaces Végétaux (Plantes locales, non toxiques et adaptées au climat)

Procédure :

La sélection pour l'établissement d'une liste restreinte de maximum cinq candidats sera réalisée conformément aux Directives pour la Passation des Marchés de Prestations de Conseils, Travaux de Génie Civil, Installations, Fournitures et Services Divers dans la Coopération financière avec des Pays Partenaires – Janvier 2021
<https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/PDFDokumente-Richtlinien/FZ-Vergaberichtlinien-V-2021-FR.pdf>

Les candidats devront au minimum :

1. prouver leurs compétences et expériences dans les domaines des services demandés à savoir :
 - a) construction d'infrastructures en BTC ou BTS / adobe / béton
 - b) installation photovoltaïque
 - c) toitures métalliques (alu ou alu-zinc)
 - d) menuiseries métalliques
 - Béton armé (au moins 12.000 m³ sur les 5 dernières années)
 - Installation de structures métalliques (au moins 200 t sur les 5 dernières années)
 - Fabrication et/ou fourniture et mise en œuvre de BTC (Briques de Terre Compressée) au moins 2.500 m² les 5 dernières années
 - Systèmes de vitrage en aluminium (au moins 1.500 m² sur les 5 dernières années)
 - Installation d'approvisionnement en eau et système d'évacuation des eaux usées
 - Installation de systèmes électriques et réseaux informatiques
 - Installation de systèmes CVAC
 - Installation sanitaires
 - Installation de systèmes anti-incendie
 - Installation de systèmes photovoltaïques (au moins 50 KW sur les 5 dernières années)

2. avoir un chiffre d'affaires moyen des 5 dernières années (2018-2022) au moins égal à 3 millions € soit 1 967 871 000 FCFA et justifier d'un ratio actuel (actifs courants / passifs courants) annuel d'au minimum 1,1.

NB : Les sociétés nouvellement créées et ayant moins de cinq (05) ans qui sont dans l'impossibilité de fournir les états financiers des cinq (05) dernières années (2018-2022) exigés sont autorisées à prouver leur capacité économique et financière par tout autre document substitutif distinct de l'attestation de capacité financière.

3. être soit un entrepreneur ou ensemblier international et pluridisciplinaire installé au Togo, soit un Joint-Venture composé d'au moins un entrepreneur ou ensemblier international (Entrepreneur Principal) et un entrepreneur ou ensemblier Togolais.

Obtention du dossier :

Le document de pré qualification pour ce marché de travaux peut être obtenu gratuitement à partir du **5 février 2024** auprès de l'Unité de Gestion du Projet au sein de MET (UGP du CEFTP-PIA) sur simple demande par courriel à ceftppia22@gmail.com (copie à louise_tsar@yahoo.fr, kokoukk@yahoo.fr et tender@pem-consult.de).
Le document sera remis exclusivement sous forme électronique (*.pdf).

Lomé, le 31.01.2024

La personne responsable des marchés publics



Infrastructure verte

La BAD approuve 10 millions USD pour le fonds AGIA-PD

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé, le 24 janvier 2024 à Abidjan, la proposition d'une première prise de participation en capital allant jusqu'à dix millions de dollars américains dans le projet appelé « Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique – Fonds de développement de projets » (AGIA-PD).

● Vivien Atakpabem

Composante de l'Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique (AGIA), le fonds AGIA-PD est une initiative de dix milliards de dollars, pilotée par la Banque et créée conjointement avec la Commission de l'Union africaine, la plateforme panafricaine d'investissement Africa50 et plusieurs autres partenaires. L'objectif est de contribuer à accélérer la transition verte du continent en collaborant avec les pays africains et le secteur privé international et local, pour préparer et développer très rapidement et à grande échelle des projets et programmes transformateurs d'infrastructures vertes et résilientes. Pour atteindre ses objectifs, l'AGIA sera mise en œuvre à travers trois piliers dont le premier est la préparation des projets, visant à mobiliser 100 millions de dollars de dons pour des activités ciblées, en amont. Le deuxième pilier, avec comme instrument l'AGIA-PD, est le développement de projets, visant à mobiliser 400 millions de dollars de capitaux mixtes pour transformer des concepts de projets d'infrastructures vertes en opportunités bancables. Enfin, le troisième pilier, Investissement et Financement, consiste à mettre en place un cadre pour faciliter la mobilisation de dix milliards de dollars de financements (fonds propres, prêts et instruments d'atténuation des risques) pour permettre le financement à grande échelle de projets d'infrastructures vertes préparés et développés dans le cadre des deux premiers piliers. Le fonds AGIA-PD, à échéance de 15 ans, a une structure de capital mixte alliant dons et fonds propres de premier et



second rangs pour un montant total de 400 millions de dollars, et son objectif de capitalisation devrait être atteint en trois ans. En décembre dernier, lors de la COP 28 à Dubaï, quelque 175 millions de dollars américains d'engagements ont été annoncés en faveur de l'initiative, dont une potentielle contribution de 40 millions de dollars de la Banque africaine de développement, incluant l'investissement commercial de dix millions de dollars approuvé par le Conseil d'administration de la Banque. Ce montant s'élève aujourd'hui à environ 215 millions de dollars. Les investisseurs ciblés par l'AGIA-PD incluent les banques multilatérales de développement, les fonds d'impact, les organismes gouvernementaux, les fonds souverains et les investisseurs institutionnels, régionaux et non régionaux, des investisseurs commerciaux ainsi que des philanthropes. « L'AGIA-PD est un investissement stratégique, co-réalisé par la Banque, pour transformer, rapidement et à l'échelle, des concepts en projets d'infrastructures vertes bancables. Il investira dans le développement de projets d'infrastructures vertes en vue d'un rendement financier et d'un impact sur le développement. Il s'appuiera sur le secteur privé pour développer des projets transformateurs, verts et résilients, qui combleront durablement le déficit d'infrastructures de l'Afrique », a déclaré Solomon Quaynor,

vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement, chargé du Secteur privé, de l'Infrastructure et de l'Industrialisation. « La vision de l'AGIA est d'accélérer le déploiement de projets d'infrastructures vertes, transformateurs, en créant un cadre de partenariat solide entre les différents acteurs et en ciblant tout l'écosystème de préparation, de développement et de financement des projets d'infrastructures vertes, y compris les acteurs aussi bien émergents qu'établis. L'objectif ultime est d'accélérer la transition verte du continent, tout en réduisant drastiquement le déficit d'infrastructures », a précisé Amadou Hott, envoyé spécial du président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, et ambassadeur mondial pour l'Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique. Les secteurs cibles de l'AGIA-PD et les investissements dans des projets d'atténuation du changement climatique sont alignés sur les Contributions déterminées au niveau national des pays bénéficiaires, ainsi que sur les priorités stratégiques des High 5 de la Banque (« Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie », « Nourrir l'Afrique », « Industrialiser l'Afrique », « Intégrer l'Afrique » et « Améliorer la qualité de vie des populations africaines ») et sur le Cadre du changement climatique et de la croissance verte de la Banque 2021-2030.

Burkina Faso

La campagne 2024 de commercialisation d'anacarde débutera le 17 février

Le Burkina Faso est l'un des principaux fournisseurs de noix de cajou en Afrique de l'Ouest avec la Côte d'Ivoire, le Nigeria, la Guinée-Bissau et le Bénin. Depuis quelques années, les autorités affichent l'ambition de rehausser le niveau de la production.

Au Burkina Faso, le coup d'envoi de la campagne de commercialisation 2024 sera donné le 17 février prochain à Bobo-Dioulasso. L'annonce a été faite sur le site du Comité interprofessionnel de l'anacarde (CIAB). Cette nouvelle campagne se tien-

dra sous le thème « Pour une résilience accrue en milieu rural, engageons-nous pour la promotion de la filière anacarde ! ». Selon les informations relayées par les médias locaux, le principal défi pour l'appareil productif demeure l'insécurité. Cette situation est d'autant plus préoccu-

pante que le gouvernement s'était fixé pour objectif d'atteindre une récolte de 200 000 tonnes de noix en 2024 contre une moyenne tournant autour de 100 000 tonnes au cours des années précédentes.

(Agence Ecofin)

Africa Tech Summit 2024

A Nairobi, on parlera aussi finance des start-ups climatiques

L'Africa Tech Summit (ATS) revient pour une sixième édition les 14 et 15 février 2024 à Nairobi. Quatre dossiers sur l'écosystème technologique seront en discussions dans la capitale kenyane, notamment le dossier sur la finance des innovations technologiques pour lutter contre le changement climatique.

Le Kenya, qui ambitionne de devenir l'eldorado de la technologie en Afrique, abrite du 14 au 15 février 2024 la sixième édition de l'Africa Tech Summit (ATS). L'évènement technologique africain qui se tient tous les ans, réunira au Sarit Expo Centre de Nairobi plus de 1000 leaders technologiques, des opérateurs de réseaux mobiles, des institutions financières telles que la Société financière internationale (SFI) du groupe de la Banque mondiale ou l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ), des dirigeants, des organismes commerciaux, des entrepreneurs et des entreprises de premier plan. Objectif : stimuler l'investissement et les affaires dans le secteur technologique africain. Au menu de ces deux jours, des ateliers sur la croissance et des tendances mobiles en Afrique, les nouvelles opportunités dans les « FinTech », le Web3 et la finance décentralisée (DeFi), et sur la finance des technologies innovantes en faveur de la lutte contre le changement climatique. Si le continent africain pâtit de ce phénomène de manière disproportionnée, les risques



ne sont pas moins importants. Entre chute de la productivité agricole, décès dus à la sécheresse, inondations, etc.

Entre 500 000 à 15 millions de dollars à lever par les start-up

L'Africa Tech Summit se veut également une vitrine pour les start-up en quête de financement et d'accompagnement pour se développer, à la fois en Afrique et au-delà. Plus de 250 candidatures ont été reçues de différents pays d'Afrique, et 10 startups ont finalement été sélectionnées, dans les domaines de la fintech, de l'agri-tech, du commerce électronique, du Web3 et de la « climate-tech ». Elles sont kenyanes, nigérianes, égyptiennes et ougandaises. Les jeunes entreprises présenteront leurs solutions à un public d'experts de l'industrie, d'investisseurs

et d'autres innovateurs les 14 et 15 février à Nairobi. Parmi elles, figure Node Bio, qui utilise la science végétale de pointe pour mettre au point un traitement des cultures qui combat efficacement les effets néfastes du changement climatique au Kenya. L'autre start-up climatique attendue à l'Africa Tech Summit est Peercarbon. L'entreprise kenyane de fintech climatique tire quant à elle parti de données granulaires sur les émissions et d'une technologie de pointe en matière de financement durable pour autonomiser les petites et moyennes entreprises (PME) africaines. Les huit autres start-ups retenues sont : Tausi App, Urbanet, Dukka, Bingtellar, Feegor, Regxta, FutureLink Technologies, Valu. Toutes espèrent lever des fonds à Nairobi, entre 500 000 et 15 millions de dollars.

Avec Afrik21

BOA Capital Asset Management

Des obligations ivoiriennes servent de référence pour un produit d'investissement

BOA Capital Asset Management est désormais prête à déployer son produit d'investissement qui répliquera les taux d'intérêt sur les titres publics émis par la Côte d'Ivoire pour trois ans sur le marché des titres. Un produit innovant qui devrait conduire le marché et les investisseurs sur de nouvelles stratégies.

BOA Capital Asset Management a lancé un récent fonds commun de placement (FCP), principalement concentré sur les titres de dette émis par des entités gouvernementales et autres emprunts publics ou privés. Pour mesurer la performance de ce fonds, la société s'est fixé comme indice de référence 85% du taux d'intérêt des Obligations assimilables du Trésor (OAT) à trois ans, émis par la Côte d'Ivoire, sur le marché des titres gérés par l'agence UMOA-Titres du marché des titres en question. Ce choix permet à BOA Capital Asset Management, une filiale du groupe Bank of Africa, de définir son propre barème de performance dans un marché obligataire de l'UEMOA qui ne dispose pas encore d'un indice unifié reconnu par l'ensemble de la communauté financière.



Toutefois, le communiqué de l'Autorité des marchés financiers de l'UEMOA, qui donne l'information, n'offre pas plus de détails sur les critères qui ont mené à cette décision. Le FCP risquera de n'attirer que les grands investisseurs tels que les institutions ou les individus fortunés, capables d'investir 100 000 FCFA minimum à l'acquisition de parts lors du lancement du fonds. En plus des dettes publiques et privées, le fonds « Obligations et autres titres de créances » envisage d'élargir ses horizons en allouant une portion plus réduite de son portefeuille (10%) aux actions des sociétés cotées

et un volume analogue pour des opérations de pension. L'initiative de BOA Capital Asset Management s'inscrit en droite ligne avec les discussions récentes à Cotonou (Bénin) où des acteurs clés du marché monétaire de l'UEMOA et des experts ont souligné la nécessité d'innover pour dynamiser ce segment de marché. A cette occasion, UMOA-Titres a également annoncé le lancement imminent d'une plateforme de cotation et de trading pour le marché secondaire des titres de dette, prévue avant la fin du premier semestre 2024. Dans un contexte où l'innovation est primordiale, les produits financiers qui répliquent les performances des taux d'intérêt, à l'instar de celui proposé par BOA Capital Asset Management, pourraient connaître un succès notable.

Avec Agence Ecofin

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 13 février 2024

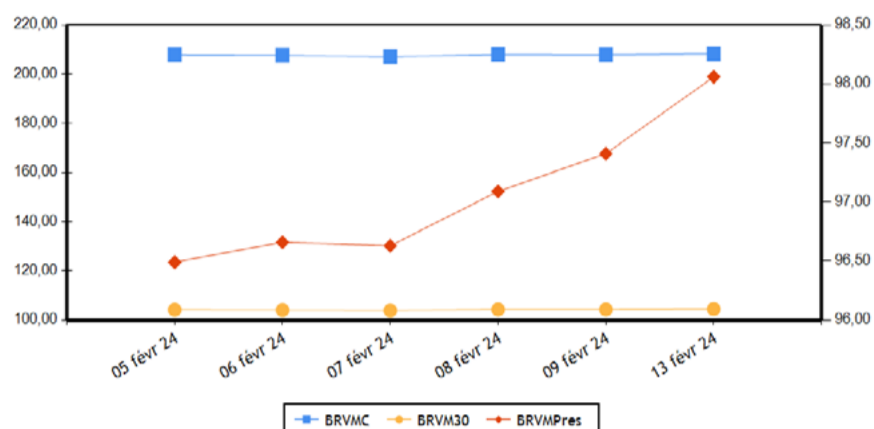
N° 30

BRVM COMPOSITE	208,27
Variation Jour	0,20 %
Variation annuelle	-2,75 %

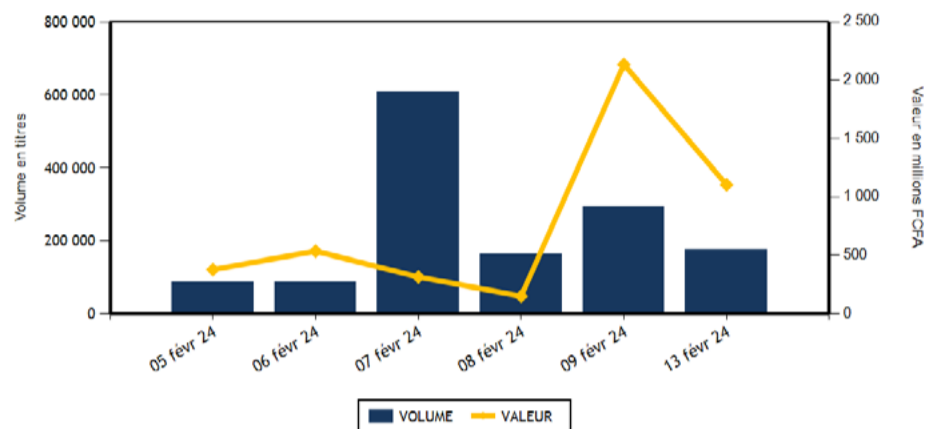
BRVM 30	104,49
Variation Jour	0,17 %
Variation annuelle	-3,12 %

BRVM PRESTIGE	98,06
Variation Jour	0,67 %
Variation annuelle	-3,36 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 748 076 464 901	0,20 %
Volume échangé (Actions & Droits)	102 394	13,88 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	418 830 196	229,32 %
Nombre de titres transigés	39	5,41 %
Nombre de titres en hausse	16	23,08 %
Nombre de titres en baisse	14	55,56 %
Nombre de titres inchangés	9	-40,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 380	6,98 %	3,76 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	805	6,62 %	1,90 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	625	5,93 %	-13,79 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 450	5,60 %	-7,20 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 190	4,78 %	15,26 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	98,06	0,67 %	-3,36 %	25 564	292 512 110	7,05
BRVM-PRINCIPAL	36	101,98	0,38 %	-1,90 %	76 830	126 318 086	12,66

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	100,86	-0,45 %	-0,17 %	16 611	41 297 835	38,82
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	510,89	-0,55 %	-3,87 %	17 992	251 738 345	8,17
BRVM - FINANCES	15	84,80	1,05 %	-1,87 %	50 447	91 162 316	6,59
BRVM - TRANSPORT	2	364,38	1,33 %	10,10 %	1 593	2 346 810	8,08
BRVM - AGRICULTURE	5	157,35	-0,52 %	-2,61 %	4 617	13 530 975	7,07
BRVM - DISTRIBUTION	7	312,62	2,19 %	-4,75 %	11 134	18 753 915	11,24
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 054,97	0,00 %	-5,00 %	0	0	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,23
Taux de rendement moyen du marché	8,54
Taux de rentabilité moyen du marché	10,55
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	135
Volume moyen annuel par séance	297 629,00
Valeur moyenne annuelle par séance	700 531 677,91

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	6,61
Ratio moyen de satisfaction	27,12
Ratio moyen de tendance	410,07
Ratio moyen de couverture	24,39
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	4,03
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Etats-Unis

L'inflation stagne au-dessus de 3%

La hausse des prix outre-Atlantique a ralenti en janvier après 3,4% en décembre selon l'indice CPI, mais cale toujours au-dessus du seuil de 3% qui avait été franchi en novembre. Un dernier kilomètre pour atteindre l'objectif de 2% qui semble plus long que prévu et qui fait craindre un report de la date de première baisse des taux.

Le dernier kilomètre est souvent le plus dur et cela semble se confirmer au sujet du ralentissement de l'inflation. La hausse des prix s'est, en effet, établie à 3,1% sur un an aux Etats-Unis en janvier, selon l'indice CPI publié ce mardi par le département du Travail. C'est certes mieux que les 3,4% de décembre, mais il ne s'agit qu'un d'un retour à son niveau de novembre et... un taux encore loin de l'objectif de 2% pointé par la Réserve fédérale américaine. D'ailleurs, le chiffre de janvier déçoit les analystes qui tablaient sur 2,9%, selon le consensus de Market Watch. À noter, l'inflation dite sous-jacente, qui exclut les prix volatils de l'alimentation et de l'énergie, reste stable à 3,9% sur un an. Aussi, sur un mois seulement, la hausse des prix est de 0,3%, un peu plus qu'en décembre (0,2%), tirée notamment par le logement. Les analystes attendent dorénavant l'indice PCE de l'inflation, mesure privilégiée par la Fed restée à 2,6% sur un an en décembre, mais qui est, hors alimentation et énergie, tombée à 2,9%, son plus bas niveau depuis près de trois ans.

Vers un retardement de la baisse des taux directeurs

Reste que la déception des analystes sur l'IPC de janvier



devrait aussi être partagée par la Réserve fédérale américaine qui attend de voir une inflexion plus forte de l'inflation pour commencer à baisser ses taux directeurs après les avoir relevé de 0% début 2022 à leur plus haut niveau depuis plus de 20 ans (5,25-5,50%) pour ralentir la demande. En janvier, la Fed a décidé de maintenir ses taux inchangés lors de sa réunion de janvier, mais plusieurs de ses membres anticipent plusieurs baisses en 2024... en fonction de l'évolution de l'inflation. Et justement, avec les difficultés que connaît le pays à faire redescendre son inflation sous les 3%, la gardienne du dollar pourrait décider de patienter encore quelques trimestres de plus. Début février, une gouverneuse de l'institution avait, en effet, jugé qu'il était encore trop tôt pour envisager un tel revirement. « Si les données continuent d'indiquer que l'inflation évolue durablement vers notre objectif de 2%, il deviendra alors approprié d'abaisser progressivement notre taux

directeur pour éviter que la politique monétaire ne devienne trop restrictive. À mon avis, nous n'en sommes pas encore là », avait ainsi insisté Michelle Bowman, dans un discours. Elle avait notamment évoqué la situation géopolitique. Les conflits ayant un impact économique sont multiples, à commencer par les attaques des rebelles houthis yéménites en mer Rouge, réplique de la guerre entre Israël et le Hamas. Outre une situation géopolitique instable, un revirement de politique monétaire trop brutal pourrait faire repartir les prix à la hausse. Raison de plus, donc, pour rester prudent, aux yeux de Michelle Bowman. Elle avait également mis en garde contre le « risque que les tensions persistantes sur le marché du travail conduisent à une inflation persistante et élevée des services ». En janvier, en effet, 353.000 emplois ont été créés aux Etats-Unis, deux fois plus qu'attendu. Le taux de chômage, lui, est resté stable à 3,7%.

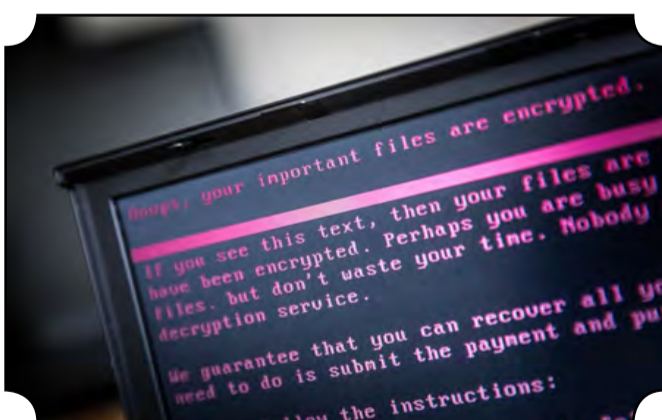
(Avec AFP)

Etats-Unis

La tête des dirigeants du rançongiciel Hive vaut dix millions de dollars

Les États-Unis ont défini le montant de la récompense pour toute information qui permettra d'identifier et de localiser les responsables.

Les États-Unis ont annoncé offrir une récompense pouvant aller jusqu'à 10 millions de dollars pour toute information permettant d'identifier et de localiser les dirigeants du puissant rançongiciel Hive, démantelé en janvier. Le département d'Etat américain offre en outre 5 millions de dollars pour toute information menant à l'arrestation de tout individu, dans n'importe quel pays, qui participerait ou chercherait à participer aux activités de ce rançongiciel, selon un communiqué. « Nous continuerons à travailler avec nos alliés et nos partenaires pour perturber et décourager les auteurs de rançongiciels qui menacent nos économies et nos infrastructures essentielles », souligne le texte.



Actif dans 80 pays

Hive, l'un des principaux réseaux d'attaques au rançongiciel au monde, est accusé d'avoir pris pour cible 1500 entités dans 80 pays, y compris aux États-Unis, et d'avoir collecté plus de 100 millions de dollars de rançons. Le réseau a été démantelé en janvier par la police

fédérale américaine (FBI), en coordination avec les forces de police allemande et néerlandaise, ainsi qu'Europol. Hive fonctionnait sur le modèle de logiciel à la demande: ses créateurs le mettaient à disposition d'autres pirates, des « affiliés », qui se chargeaient des attaques avant de partager les gains.

(AFP)

France

Le taux de chômage reste stable, à 7,5%

L'Insee a dévoilé les chiffres du chômage au sens du Bureau international du Travail (BIT) ce mardi. L'institut recense 29.000 personnes supplémentaires sans activité. Le nombre de chômeurs s'élève ainsi à 2,3 millions.

Le taux de chômage est resté stable au quatrième trimestre 2023, selon les chiffres publiés ce mardi par l'Insee. Il atteint ainsi 7,5% de la population active en France (hors Mayotte). Au quatrième trimestre, le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) augmente de 29.000 par rapport au trimestre précédent, à 2,3 millions de personnes, indique dans un communiqué l'Institut national de la statistique et des études économiques. Le taux de chômage est supérieur de 0,4 point à son niveau de fin 2022, qui était le plus bas depuis 1982, souligne l'Insee. Il demeure nettement au-dessous de son pic de mi-2015 (10,5%). « Sur le trimestre, le taux de chômage diminue de 0,2 point pour les 15-24 ans, à 17,5 %, un niveau supérieur à celui d'un an auparavant (+0,6 point), détaille l'Insee sur son site. Pour les 25-49 ans, il augmente de nouveau de 0,2 point sur le trimestre, à 7,0 %, et se situe 0,5 point au-dessus de son niveau d'un an auparavant. » Enfin, pour les 50 ans ou plus, le taux de chômage est quasi stable sur le trimestre (-0,1 point), à 5%, au même niveau qu'un an auparavant. Le taux de chômage de longue durée (au



moins un an) augmente « très légèrement » à 1,8%.

L'emploi salarié privé stable...

Le « halo autour du chômage », soit les personnes désirant retourner sur le marché de l'emploi - mais qui ne sont pas considérées comme chômeuses par le BIT (chercher effectivement un emploi et être disponible pour en prendre un) - diminue légèrement: 1,9 million de personnes sont concernées (-88.000 par rapport au trimestre précédent et -17 000 sur un an). Cette publication intervient alors que, la semaine passée, l'Insee avait fait part d'une stabilité de l'emploi salarié privé au quatrième trimestre 2023. Selon l'estimation provisoire, 8.300 emplois (à rapporter à environ 21 millions de salariés du privé), ont été détruits entre fin septembre et fin décembre 2023, soit une stagnation de 0% par rapport au trimestre précédent au cours

duquel l'emploi salarié privé s'était quasi-stabilisé à 0,1% (+30.700 emplois).

... Pour l'instant ?

Après un net dynamisme en 2021 (+0,8% en moyenne par trimestre) et, dans une moindre mesure, en 2022 (+0,3% en moyenne par trimestre), l'emploi salarié a nettement ralenti : +0,3% au premier trimestre 2023 puis +0,1% aux deuxième et troisième trimestres et 0% au quatrième. Dans sa dernière note de conjoncture en décembre, l'Insee prévoyait que l'emploi resterait stable au quatrième trimestre 2024 puis augmenterait de 0,1% au deuxième trimestre 2024. L'institut doit publier de nouvelles prévisions mi-mars. « Pour l'instant, rien n'indique de net retournement », indique l'expert de l'Insee. Cet avis n'est pas partagé de manière unanime.

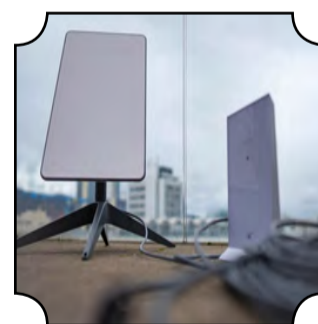
(Avec AFP)

Guerre en Ukraine

Le Kremlin et Musk démentent l'emploi de Starlink par l'armée russe

Kiev a accusé Moscou d'utiliser sur le front le réseau de transmission par satellites du milliardaire.

Le Kremlin et Elon Musk ont formellement démenti les accusations de Kiev selon lesquelles les forces russes utilisent sur le front le service d'accès à internet par satellite Starlink, détenu par le milliardaire. « Il s'agit d'un système non certifié dans notre pays, qui ne peut donc pas être fourni officiellement ici et qui n'est pas fourni officiellement », a affirmé lundi à la presse le porte-parole de Vladimir Poutine, Dmitri Peskov. « Par conséquent, il ne peut être utilisé d'aucune manière », a-t-il assuré. Elon Musk, propriétaire de Starlink, avait lui démenti dimanche toute livraison à Moscou de son système. « C'est totalement faux. A notre connaissance, aucun terminal Starlink n'a été vendu directement ou indirectement à la Russie », a-t-il déclaré sur X, réseau social qu'il détient.



L'Ukraine persiste

Pourtant, l'Ukraine a réitéré lundi ses accusations formulées la veille. « Par le biais de pays tiers, Starlink est librement disponible en Russie. Par rapport à l'année dernière, l'utilisation de Starlink par l'armée russe sur la ligne de front est devenue plus systématique et bien réglementée », a affirmé Andrii Iousov, porte-parole de la direction principale du renseignement militaire ukrainien, à la télévision ukrainienne. « Des cas d'utilisation de ces dispositifs par les occupants russes ont été

enregistrés », avait-il assuré dimanche au journal RBC-Ukraine. Selon l'agence de presse ukrainienne UNIAN, des interceptions radio ont permis d'établir que des unités russes stationnées près de Bakhmout, dans l'est de l'Ukraine, ont « commencé à utiliser massivement Starlink sur le front ». Starlink dispose d'un réseau de plus de 2000 petits satellites en orbite basse au-dessus de la terre reliés à des terminaux terrestres qui permettent de générer du wifi et donc un accès internet. Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine il y a deux ans, la société d'Elon Musk, SpaceX, y a livré plusieurs milliers de terminaux. Kiev l'avait remercié d'avoir déployé ses satellites, mais s'est plus tard indigné quand il a proposé que le pays cède des territoires pour obtenir la paix.

(afp)

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
9 ^{ème} édition du Salon International de la Pêche et de l'Aquaculture	08 au 11 février 2024	Oran, Algérie +213 20 30 56 54/ 213 5 55 57 80 16 Email : spia@capaalgerie.com https://www.capaalgerie.com	Gouvernement Algérien
14 ^{ème} Salon méditerranéen de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15 au 19 mai 2024	Palais des Foires Sfax (Tunisie) +216 74228770 / 28 610 000/01 www.smamedfood.com	Sfax International Fair Association
3 ^{ème} édition du Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation (FONI 2024)	16 au 17 mai 2024	Hôtel 2 février Lomé/Togo +228 93 03 36 36 / +228 97 67 30 30 +228 22 20 38 41 INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA WWW.FONI.AFRICA	Afrik Créances
9 ^{ème} édition du Salon « PETROAFRICA »	25 au 28 juin 2024	El Kram expo center, Tunisie Email : besma@petroafrica.org www.petroafrica.org Tél : +216 22 310 729 / +216 54 246 752	XTRADE For Events Secteur : Pétrole, Gaz, Energie
Salon international du Transport et de la Logistique « Logistica Africa 2024 »	25 au 28 juin 2024	Centre Main Bowi de Tafawa Balewa Square à Lagos, Nigéria kayodesoguntuase@yahoo.co.uk +234 81 328 37 393	Chambre de Commerce et d'Industrie de Lagos, Nigéria
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistbenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Ceo Forum Rendez-vous annuel du secteur privé africain	16 au 17 mai 2024	Kigali Rwanda Email : register@theafricaceoforum.com partners@theafricaceoforum.com tél : +221 33 889 21 06	IFC Jeune Afrique Média Group

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistbenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Cette position de Pluton signifie que nombre d'entre vous risquent d'avoir à faire face aux conséquences d'actes passés. Si vous avez été raisonnable en matière d'argent et prévoyant, tout ira bien. Mais si vous avez joué les cigales, contracté trop d'emprunts ou "oublié" de rembourser des dettes, cette fois, le Ciel va vous rattraper !

Taureau Ce sera enfin l'embellie financière, et une embellie durable ! Tous ceux d'entre vous qui avaient commencé dernièrement à rééquilibrer leur budget vont maintenant pouvoir améliorer nettement leur sort. Ceux qui ont des dettes vont pouvoir les rembourser, se remettre à niveau et, qui sait, commencer à faire des économies. Cela vous sera d'autant plus facile que vous ne serez pas d'humeur dépensière.

Gémeaux La planète Neptune pourra vous souffler des idées financières déraisonnables. Si vous avez envie de prendre des risques, demandez au moins l'avis de personnes compétentes. Vous pourrez alors faire des choix intéressants.

Cancer La Lune influençant un de vos secteurs financiers indique un risque de stagnation, voire des difficultés, liées par exemple à un surendettement. Il faudra rester prudent et serrer les cordons de la bourse.

Lion Pluton en aspect harmonique protégera vos finances et vous apportera le soutien de la chance. Tâchez d'en profiter. Mais attention : ce sera aussi le moment de vous montrer plus vigilant concernant vos achats et vos placements.

Vierge Jupiter et Pluton seront tous les deux en bel aspect. Cela vous vaudra un bon potentiel de chance, qui vous permettra d'améliorer vos revenus et de faire de bons choix en matière d'achats ou de placements. Mais il faudra éviter de prendre des risques inconsidérés.

Balance

Vous pourriez bénéficier d'un concours de circonstances particulièrement favorables sur le plan financier. Il pourra s'agir d'opportunités ou d'occasions vous aidant à envisager des placements boursiers ou des transactions très avantageuses.

Scorpion

Influençant votre secteur finances, deux astres pourront vous donner du fil à retordre. Mieux vaudra se montrer encore très prudent. Reste que Vénus devrait vous permettre de vous en sortir, à condition de ne pas trop croire au Père Noël et d'éviter les dépenses folles, bien sûr !

Sagittaire

Sur le plan matériel, vous serez sans doute plus à l'aise, soit que vous fassiez quelques bonnes affaires, soit que vous trouviez un travail plus rémunérateur. Il y aura en tous cas des projets positifs dans l'air. Pour beaucoup d'entre vous, leur sens des affaires, des transactions semblera quelque peu émoussé. Si vous êtes de ceux-là, ne forcez point votre talent ; attendez quelques jours pour retrouver tout votre bagou.

Capricorne

Avec Uranus et Jupiter influençant votre vie financière, vous ne devriez pas avoir à vous plaindre. Attention simplement à ne pas prendre de décisions trop rapides concernant des placements ou des investissements. Vous manquerez parfois de recul et risquez de vous embarquer à l'aveuglette sur une route sans issue. Prenez conseil de personnes avisées, et tout ira bien.

Verseau

Vous éprouverez aujourd'hui un goût très prononcé pour les objets luxueux et les plaisirs. Ne vous privez de rien tant que cela n'est pas susceptible de vous causer des problèmes financiers. Remarquez que "le plaisir n'est pas un mal en soi, mais certains plaisirs apportent plus de peine que de plaisir" (Epicure)

Poisson

Cela ne va pas vous plaire, mais vous serez obligé cette fois de renoncer à certaines fantaisies coûteuses. Mieux vaudra placer votre argent que le dépenser en gadgets très vite inutiles.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

ET SI ON FAISAIT EQUIPE ...

Nous recrutons

01 MANAGER COMMUNICATION SEGMENTS

Type de contrat : CDI

Lomé, Togo

Direction : Communication

Le groupe TOGOCOM, dans le cadre du renforcement de son équipe Communication, recherche pour un contrat à durée indéterminée, **un.e Manager Communication Segments**.

DESCRIPTION DU POSTE

Sous la supervision du Senior Manager Brand et Communication, le/la Manager communication segments a la responsabilité de la bonne exécution des différentes campagnes de l'entreprise.

Il/elle sera en charge de mettre en œuvre la stratégie de communication de la marque Togocom afin d'augmenter sa notoriété et sa diffusion auprès des différents segments et des médias telle que définie par l'entreprise.

MISSIONS PRINCIPALES

Avec l'aide d'une équipe dédiée, **le/la Manager Communication Segments** aura pour principales missions de :

- Concevoir la stratégie de communication de chaque segment (Mass Market, HVC, ...) de l'entreprise et réaliser le plan de communication adéquat
- Participer à la stratégie d'e-influence et d'e-réputation en collaboration avec l'équipe digitale
- Veiller à la conception des campagnes de communication par l'agence de communication
- Gérer le budget afin d'optimiser la rentabilité des campagnes
- Assurer le lancement des campagnes de communication et le déploiement des différents supports
- Coordonner les différentes campagnes médias
- Analyser les résultats des campagnes (notoriété, audience...) et leur retour sur investissement.

Vous avez une expérience réussie de sept (7) ans minimum dans un département Communication dont une expérience spécifique de cinq (5) ans, en agence de communication ou dans les télécoms en qualité de manager d'équipe et/ou Manager de projets complexes avec une capacité à gérer les budgets.

- Vous maîtrisez les outils informatiques ainsi que les logiciels spécifiques à votre métier.
- Vous avez des connaissances approfondies dans les techniques de communication et du fonctionnement des médias.
- Vous avez une aisance orale, tant en français qu'en anglais et vous êtes force de proposition et de persuasion.

Dynamique et organisé (e), vous êtes orienté (e) résultats et vous êtes reconnu(e) pour votre rigueur, votre agilité et votre sens de créativité ainsi que vos capacités d'analyse et de synthèse.

Votre leadership, votre capacité d'écoute ainsi que vos qualités relationnelles vous permettent, d'animer et de maintenir une bonne dynamique d'équipe et de convaincre vos interlocuteurs.

- Évaluer les impacts des campagnes media et les retombées médiatiques.
- Créer des indicateurs de suivi de la performance des campagnes publicitaires (baromètres de notoriété, analyse de la couverture presse, sondages d'opinion...).
- Identifier les canaux de communication adaptés à chaque segment, développer des partenariats (médias, annonceurs, distributeurs...) pour accroître la notoriété de la marque
- Veiller à la teneur des messages diffusés
- Veiller à la cohérence graphique des supports, travailler sur l'identité visuelle et graphique de la marque
- S'assurer de la cohérence entre la promesse de la marque faite sur chaque segment et les produits ou services mis en vente.
- Être à l'écoute des nouvelles tendances ou innovations dans la communication
- Suivre les avancées du développement du produit et de la satisfaction client
- Développer des contacts étroits, en interne, avec les directions fonctionnelles de l'entreprise.
- Gérer les partenaires externes notamment l'agence de communication et l'agence médias
- Développer les compétences des collaborateurs

PROFIL REQUIS

Titulaire d'un diplôme de niveau **BAC+5 en Marketing Communication, Gestion Commerciale ou équivalent**,

CONDITION D'ELIGIBILITE ET PIECES A FOURNIR

Postulez en envoyant par mail, **une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé** à la Direction des Ressources Humaines de TOGOCOM.

Email: recrutement@togocom.tg

Veillez indiquer en objet :

« **Candidature au poste de Manager Communication Segments** »

Avancer. Pour Vous. Pour Tous.

togocom.tg



Commune de BE-EST

Le parti UNIR organise le gala de football « La Paix gage de Développement » Dans le cadre de la préparation des prochaines échéances électorales, le Gala de football dénommé "La Paix gage de Développement" a réuni avec succès les militants et sympathisants des différentes structures de base de la commune de BE-EST (Golfe 1).

Hélène Martelot

Organisé par le parti Union pour la République (UNIR), l'événement s'est tenu le samedi 10 février 2024. L'objectif est de promouvoir la paix, l'union, la solidarité et le vivre ensemble au sein de la communauté. L'activité, qui a vu la participation active de personnalités politiques de renom telles que le militant Secrétaire Communal GOLFE 1 ZOMAKPE Jean Fidèle, le député KOU-DOAGBO Denis, la ministre DAGBAN Patricia, le militant YEVENOU Thomson, et d'autres cadres influents, a été l'occasion de mettre en avant les actions entreprises par le chef de l'État, son excellence Faure Essozimna GNASSINGBE. Au-delà du simple divertissement sportif, le Gala a permis de sensibiliser les populations sur l'importance de rester mobiliser et unies pour soutenir le parti UNIR lors des élections législatives et régionales à venir. Les équipes participantes, notamment Klobateme, Futur star d'Adakpame, FC Invincible d'Ablodgame et UNISPORT de Kangnikope, ont offert un spectacle sportif de qualité, avec la victoire finale revenant à FC Invincible. En

somme, ce Gala de football s'est avéré être un événement mobilisateur et fédérateur, démontrant l'engagement et la détermination des mili-

tants du parti UNIR à œuvrer ensemble pour un avenir pacifique et prospère pour la commune de BE-EST (Golfe 1) et au-delà.



Tone/projet de cantonnement

ANADEB renforce les capacités des CDB à Dapaong Les représentants de 93 Communautés de développement à la base (CDB) et les 4 mairies de la préfecture de Tône ont pris part, le lundi 12 février à Dapaong, à un atelier de remobilisation et d'échanges sur l'entretien manuel des routes et pistes.

L'activité s'inscrit dans le cadre de la reprise des activités du projet de cantonnement démarré en septembre 2014 sur toute l'étendue du territoire. Ce projet est élaboré et mis en œuvre par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANA-DEB), en collaboration avec la Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER) et la Direction routière des travaux publics (DRTP). L'accom-

pagnement de l'ANADEB aux communautés dans l'entretien manuel des routes et pistes est une initiative du gouvernement togolais financée par la SAFER. Il contribue à rendre les localités plus accessibles grâce au maintien des abords des chaussées, des ouvrages de drainages et d'assainissement dans un état de propreté. Ce qui garantit une visibilité sur les routes et pistes rurales et assure le bon écoulement des eaux pluviales et de ruissel-

lement. L'atelier de Dapaong est l'un des sept qu'organise ANADEB à l'attention de 322 communautés de développement à la base (CDB), dont 119 nouveaux intègrent le projet pour sa phase d'extension 2024 dans la région des Savanes. Il s'agit de renforcer leurs compétences afin de leur permettre de conduire efficacement l'opération d'entretien manuel des routes et des pistes dans leurs localités respectives.

Avec ATOP/BBG/KYA

Tchaoudjo

La « Solution Hayathe » en guerre contre les grossesses précoces dans les ateliers de couture et coiffure Une session de formation des propriétaires d'ateliers/salons de couture et de coiffure sur les éléments sociaux culturels s'est tenue le lundi 12 février à Sokodé.

Cette formation est une initiative de la « Solution Hayathe » dans le cadre de son projet « EmpowerHer ». Elle a réuni dix patronnes identifiées dans les différents quartiers de la ville de Sokodé. Le but est de renforcer les capacités des propriétaires d'ateliers/salons sur les éléments sociaux culturels, et celles des jeunes filles apprenties couturières et coiffeuses sur la santé sexuelle et reproductive dans leur lieu de formation. Il s'agit aussi de renseigner les patronnes sur les éléments sociaux culturels en matière de santé sexuelle et reproductive afin de créer un environnement de travail favorable pour les jeunes filles apprenties. La rencontre a en outre permis de présenter le projet « EmpowerHer » aux participantes et de former celles-ci sur les normes sociales, les croyances et les pratiques culturelles qui impactent la santé sexuelle et reproductive des apprenties. Elle les a dotées de compétences pour créer un environnement de travail favorable aux apprenties. Les participantes ont suivi des communications sur l'initiative « Solution Hayathe », les normes sociales ainsi que sur le rôle et les responsabilités des patronnes dans leur lieu de formation. Elles ont également été outillées en techniques de communication. La promotrice de la « Solu-



tion Hayathe », Mme Ayéva Hayathe a laissé entendre que le projet « EmpowerHer » se justifie par des constats alarmants qui révèlent une augmentation des cas de grossesses chez les jeunes filles apprenties, souvent en raison d'un manque d'informations appropriées en matière de santé sexuelle et reproductive. Elle a ajouté qu'en outre, l'accès limité aux services de santé et aux contraceptifs constitue un obstacle supplémentaire à leur épanouissement personnel et professionnel. Mme Ayéva a remercié Plan international Togo et les Organisations de la société civile (OSC), notamment, le Réseau des OSC intervenant dans la santé de la reproduction qui les accompagnent dans leur initiative. Le président de la chambre préfectorale de métiers de Tchaoudjo, Tchacondo Boutchou a salué l'initiative qui vient contribuer à résoudre le problème de grossesses indésirées, devenu récurrent dans les ateliers surtout dans la commune de Tchaoudjo1. Le projet « EmpowerHer

» vise à autonomiser les jeunes filles, à leur offrir des opportunités d'apprentissage optimales, à leur faire part des outils contre toute forme de violences et à préserver leur avenir en favorisant des choix éclairés et des décisions responsables. Une cinquantaine de filles seront dotées de compétences nécessaires pour devenir des modèles, des vecteurs d'informations auprès de leurs paires afin d'éviter les problèmes susmentionnés et combler le déficit en matière de santé sexuelle et de reproduction. Mise en place depuis 2021, l'initiative « Solution Hayathe » œuvre à améliorer les conditions de vie, de bien-être et de santé des jeunes filles vulnérables en situation de précarité. Elle dote celles-ci de connaissances et compétences nécessaires sur les questions de santé sexuelle et reproductive afin qu'elles puissent adopter des comportements responsables en matière de sexualité.

Avec ATOP/MEK/BV

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Table titled 'Le Togo en chiffres' showing trade data for 2020. It includes columns for products exported and imported, with values in millions of USD. Key categories include machinery, vehicles, and various commodities. Source: Comtrade, 2022.

Heart Night

ENEZ DÉCOUVRIR
L'IMPRÉVISIBLE ET L'INATTENDU

 Ven. 16 Février
à partir de 19h

DANS LE JARDIN

WELCOME DRINK
BUFFET ROMANTIQUE
ORCHESTRE : FIRE VIBES
DRESS CODE: PINK & WHITE

 Membres ELIK'E: 10% de réduction

+228 22 23 86 00
foodbev@hotel.2fevrierlome.com



**150.000
FCFA**
Par couple

* Nuitée gratuite - Occupation double -
Petit déjeuner, Boite à défis, la plus
belle déclaration d'amour



2 FEVRIER
HOTEL-LOME
★★★★★